

CAI EAS
CIBF
30 juin 76
DOCS e.2

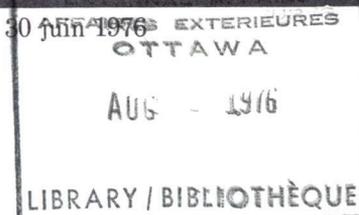
ebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 4, No 26

le 30 juin 1976



La Conférence Habitat adopte la déclaration de principes sur les établissements humains	1
Un film pertinent: "Une place au monde"	3
Des urbanistes français remportent le concours international de Regina	4
Accords sur la pêche	4
Le Canada et l'indépendance des Seychelles	4
Le rapport du Conseil des arts	4
Visite du Bluenose dans les ports américains	5
L'Atlas national reçoit un prix	5
Entretiens Canada/É.-U. sur l'environnement	5
Encore quelques mots au sujet des Jeux olympiques	6
Bourse à deux chercheurs canadiens	6
Échange provincial d'étudiants	6

La Conférence Habitat adopte la déclaration de principes sur les établissements humains

Habitat, la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, s'est terminée le 11 juin à Vancouver, la troisième ville en importance du Canada. Elle avait été inaugurée le 31 mai par le secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, et marquée par des allocutions du gouverneur général du Canada, M. Jules Léger, du premier ministre du pays hôte, M. P.-E. Trudeau, du ministre d'État aux Affaires urbaines, M. B. Danson, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. A. MacEachen, et du ministre de la Justice, M. R. Basford. Madame Barbara Ward, spécialiste des questions concernant le développement international a été aussi au nombre des principaux conférenciers.

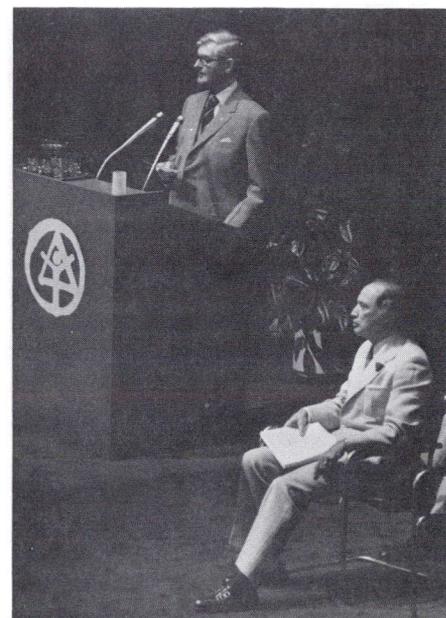
Voici un bref aperçu des points saillants de la conférence.

C'était la première fois qu'une conférence de l'ONU avait lieu au Canada, et qui plus est, en dehors d'une capitale. Le premier fait est d'autant plus significatif que c'est à un Canadien, M. Victor Goldbloom, ministre des Affaires municipales du Québec, qu'on doit l'idée d'une conférence sur l'habitat: il l'avait proposée lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm (1972).

Quant au choix de Vancouver, il s'est avéré particulièrement judicieux si l'on en juge par les commentaires des chefs de délégation. Presque aucun, dans son allocution officielle, — et l'on comptait des délégations de 131 pays, six organisations de libération nationale, 160 organismes non gouvernementaux et un certain nombre d'organismes intergouvernementaux —, n'a pu s'empêcher de faire allusion à "cette belle ville qu'est Vancouver", et plus d'un y a vu un modèle de l'habitat de l'homme.

Déclaration de Vancouver

M. Barney Danson, ministre d'État aux Affaires urbaines du Canada, a présidé la réunion plénière qui a compté 18 séances et s'est terminée par l'adoption de la *Déclaration de Vancouver sur les établissements humains*. Proposée par le "Groupe des 77" (pays en développement), elle a été adoptée par 89 voix contre 15 et dix abstentions. Le Canada a été l'un des 15 pays qui n'ont pu y souscrire: il lui était impossible, comme l'a exprimé M. Ronald Basford, chef de la délégation,



Le gouverneur général du Canada, M. Jules Léger, adressant la parole à l'ouverture de la Conférence Habitat sur les établissements humains. A droite, M. P.-E. Trudeau premier ministre du Canada.

tion, d'en accepter le paragraphe 4 qui établissait un lieu avec la résolution des Nations Unies sur le sionisme, laquelle assimilait ce dernier au racisme.

Le Canada était toutefois favorable aux 54 autres clauses de la déclaration qui stipule que "l'amélioration de la qualité de la vie des êtres humains est le premier et le plus important objectif de toute politique relative aux établissements humains".

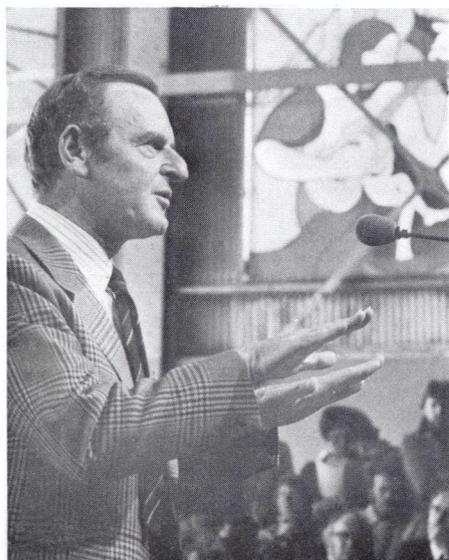
Coopération internationale et action nationale

Le programme de coopération internationale, l'un des autres grands sujets d'étude de la Conférence, a été pour sa part adopté par consensus. Il contient, entre autres, une résolution visant la création d'un organe spécial des Nations Unies pour les établissements humains. Quel en sera l'emplacement géographique, quel en sera le statut au sein du Secrétariat de l'ONU par rapport aux deux autres organismes jouant un rôle dans ce domaine, — le département des affaires économiques et sociales à New York et le programme des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi —, ce sont là des questions qui seront examinées à l'automne lors de la 31^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La Conférence Habitat a encore adopté un ensemble de 64 recommandations concernant les moyens à prendre, à l'échelon national, pour assurer le minimum vital aux résidents des villes et des campagnes dans les domaines du logement, de l'alimentation en eau, de la santé, des infrastructures et de l'environnement.

Par ailleurs, la Conférence a recommandé que:

- l'Assemblée générale de l'ONU établisse un centre d'information audiovisuelle sur les établissements humains, et que ce centre, qui sera chargé de conserver, reproduire, utiliser et enrichir la bibliothèque audiovisuelle composée des quelque 200 films et diapositives présentés à la



M. Barney Danson, ministre d'État aux Affaires urbaines, et coprésident de la délégation canadienne, adressant la parole à l'ouverture de Forum Habitat.



Le premier ministre du Canada, M. P.-É. Trudeau, rencontre le Secrétaire général des Nations Unies, M. K. Waldheim, avant l'ouverture de la conférence.

Conférence par plus de 120 pays, soit situé à l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver;

- tous les gouvernements appuient et participent activement à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui aura lieu en mars 1977 à Mar del Plata (Argentine);
- l'Assemblée générale demande au Secrétaire général des Nations Unies de lui soumettre, en 1977, un rapport sur "les conditions de vie du peuple palestinien dans les territoires occupés".

Alors que les deux premières résolutions n'ont entraîné aucune objection, la dernière a été adoptée par un vote nominal de 43 voix contre 3 et 42 abstentions.

"Le travail commence maintenant"

Quelles qu'aient été les dissensions sur certains points, tous ont néanmoins été d'accord avec les propos du délégué mexicain, chargé de remercier, au nom des représentants, le président de la Conférence, M. Barney Danson, et son secrétaire général, M. Enrique Peñalosa qui, pendant les deux années qui ont précédé la tenue d'Habitat, a tant fait pour en assurer le succès. Habitat, de dire le délégué du Mexique, avait permis un dialogue et représentait "un apport significatif aux efforts de la coopération internationale".

M. Peñalosa a rappelé pour sa part que "c'est maintenant que le travail commence". Ce à quoi M. Danson ajoutait, faisant en cela écho au discours d'ouverture du premier ministre Trudeau:

"Nous devons laisser un monde meilleur que celui que nous avons trouvé. Il faut que nous sachions que nous serons jugés selon nos actes," car, pour reprendre encore les mots de M. Trudeau, "les établissements humains, sont liés à l'existence; ils constituent une réalité tellement chargée de droits et de désirs, de besoins et d'aspirations, et tellement creusée d'injustices et de déficiences, que pareil sujet ne peut se laisser traiter avec la lenteur du théoricien détaché". Il faut s'engager, passer à l'action, sans jamais oublier qu'au centre des problèmes relatifs à l'Habitat, se trouve l'homme.

La conférence parallèle: le Forum

Parallèlement à la conférence officielle, s'est déroulée à quelque trois milles du centre-ville, la conférence officielle: le Forum Habitat (voir Hebdo Canada no 24, du 16 juin).

Pour le grand public, c'est vraiment au Forum que s'est déroulée la "vraie" conférence. Autant le balcon était peu rempli lors des séances de la réunion plénière des Nations Unies au Queen Elizabeth Theatre, autant la plage de Jericho, avec ses pavillons dressés à peu de frais et avec grande imagination, remplis de présentations audiovisuelles et surtout servant de lieu de débat aux organisations non gouvernementales ainsi qu'aux personnalités concernées par les problèmes des établissements humains, a attiré les foules.

La grande dame du Forum, tout comme d'Habitat, a été incontestablement



Madame Barbara Ward, économiste, s'adresse aux délégués après la séance plénière de la conférence au Queen Elizabeth Theater.



M. E. Peñalosa, secrétaire général de la conférence à la tribune de Forum Habitat.

Barbara Ward, dont les publications sur les problèmes des établissements ont amené plus d'un lecteur à prendre conscience des dangers qui menacent l'humanité de l'an 2 000, quand la population actuelle aura doublé pour atteindre sept milliards d'habitants. Au cours de multiples conférences, l'auteur, qui s'est défendu de pessimisme, a particulièrement insisté sur les difficultés auxquelles feront face nos enfants et nos petits-enfants, lorsque nous aurons si bien pollué les eaux

qu'il ne sera plus possible de les assainir: la peste, le choléra, la dysenterie, ces maux tant redoutés de l'humanité sauront avoir raison d'elle, si ses leaders ne savent planifier dès maintenant les établissements pour tous, et plus particulièrement pour les déshérités de la terre qui constituent 50 p. cent de la population mondiale.

Déclaration du symposium

Le texte le plus important de la conférence parallèle aura été sans aucun

doute la *Déclaration du symposium de Vancouver*, signée par 24 personnalités telles l'illustre anthropologue Margaret Mead, l'architecte Buckminster Fuller et le président de Pétro-Canada, Maurice Strong, dont le nom est lié à la Conférence sur l'environnement de Stockholm.

“Il importe de comprendre, dit la Déclaration, que les établissements ne sont plus un phénomène résiduaire, qu'ils ne sont plus les retombées de mesures prises dans d'autres domaines. Il faut les considérer en eux-mêmes comme des secteurs pilotes dans le cadre du redressement et du développement du monde.” Et la Déclaration de proposer plusieurs mesures dont “un moratoire pour l'adoption d'une technologie nucléaire; le contrôle de l'utilisation des sols; l'introduction de services de conservation et de recyclage; la participation de tous les résidents aux prises de décisions qui déterminent la politique d'établissements les concernant; l'engagement, de la part de la communauté internationale, à donner aux services élémentaires dans les établissements humains la priorité absolue pour les investissements d'aide”.

Si toutes ces propositions n'ont pas été adoptées ou même examinées par la Conférence des Nations Unies, un nombre suffisant l'ont été pour que Vancouver devienne, comme le souhaite la Déclaration du symposium, “la ville où de nouveaux espoirs ont vu le jour”. (Les photos sont de Richard Vroom)

Un film pertinent: “Une place au monde”

Il n'a pas fallu cinq mois pour tourner dans huit pays et quatre continents les images du film *Une place au monde*, qu'une équipe de l'Office national du film a réalisé dans le cadre d'une coproduction avec le Secrétariat canadien d'Habitat. Il faut dire, toutefois, qu'il a fallu un an et demi de travail pour effectuer les recherches et préparer le dossier nécessaires à la réalisation du film.

Réalisé par René Bonnière, le film a été présenté à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat 76) qui s'est tenue récemment à Vancouver. Une présentation à la télévision est aussi prévue.

Ce film est appelé à connaître une large diffusion sur la scène internatio-

nale, puisqu'il sera présenté en trois versions: anglaise, française et espagnole.

Un problème vital et universel

Ce documentaire d'une heure traite principalement du problème que soulèvent les migrations de populations rurales en territoires urbains, avec tout ce que cela comporte comme expériences vécues, politiques gouvernementales et recherches des solutions à apporter. Problème universel, s'il en est un, ainsi que le démontre ce film tourné dans certaines villes ou agglomérations du Venezuela, d'Indonésie, de Pologne, de Turquie, du Sénégal, de Singapour, du Canada et des États-Unis.

Tout en exposant un problème bien précis, le film incite à comprendre les efforts des hommes pour s'adapter à un

contexte de vie et d'environnement nouveau; il montre la détermination qui les anime, où qu'ils soient sur cette planète, de se trouver et de se faire une place au soleil qui soit conforme à leurs besoins et à leurs goûts. Mais en ont-ils vraiment le choix?

Enfin, le film, trace un certain bilan des alternatives qui s'offrent en vue d'une meilleure réalisation possible du développement des établissements humains dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement.

A l'homme d'aujourd'hui, une question vitale se pose avec de plus en plus d'acuité: est-il possible, sur une planète qui compte déjà quatre milliards d'habitants, de vivre dans un espace qui lui soit parfaitement adapté et qui puisse lui assurer son plein épanouissement et une meilleure qualité de vie?

Des urbanistes français remportent le concours international de Regina

Les urbanistes Claire et Michel Duplay, de Paris (France), ont remporté le premier prix de 25 000\$ au Concours international d'urbanisme de Regina, grâce à leur proposition de réaménagement qui pourrait marquer le développement futur de cette ville.

Les gagnants ont été choisis parmi un groupe de cinq finalistes, dont les propositions avaient été soumises à un jury international, au cours de la deuxième phase du concours. Ce dernier avait été lancé il y a un peu plus d'un an, dans le but de recueillir des idées, novatrices et pratiques à la fois, pour le réaménagement d'un important espace urbain de 46,14 hectares, actuellement occupé par des installations ferroviaires du Pacifique-Canadien.

Un deuxième prix, de 15 000\$ est allé à une firme de Tokyo, *Polytechnic Consultants Inc.*, tandis que les urbanistes David Brindle et Chris Dawson, de Los Angeles (É.-U.), se voyaient décerner un troisième prix de 10 000\$.

Lors de ce concours, les citoyens de Regina furent invités à choisir le schéma d'aménagement qu'ils préféreraient et le résultat de leur vote a compté pour une voix, au même titre que chacune des voix des six membres du jury. C'était la première fois que l'on faisait appel à la participation des citoyens de la ville dans un concours international.

Le jury se composait de trois architectes de réputation internationale: M. Alexander Kouzmanoff, de New York, M. Fumihiko Maki, de Tokyo, et M. Ray Affleck, de Montréal; ainsi que de trois Canadiens s'intéressant au développement de Regina: l'économiste Douglas Fullerton, d'Ottawa, l'architecte Clive Rodham, conseiller municipal de Regina, et l'avocat Richard Rendex, aussi de Regina.

Les jurés ont fait savoir qu'ils avaient choisi la proposition Duplay parce que celle-ci envisageait la réanimation du centre-ville de Regina dans une optique réaliste et humaniste. Ce projet d'aménagement, ont-ils souligné, associe adroitement éléments anciens et nouveaux, structures commerciales et résidentielles, et sa souplesse doit permettre de répondre aux besoins de croissance de la ville.

Un juré a ajouté: "Le projet fait preuve d'ingéniosité et semble inspiré

par une véritable joie de vivre. Sa réalisation profiterait non seulement à Regina, mais aussi aux autres villes qui pourraient y voir un modèle".

Les citoyens de Regina qui votèrent en personne ou acheminèrent leurs bulletins par la poste, s'étaient prononcés en faveur du projet d'aménagement japonais, mais les six membres du jury furent unanimes dans leur décision.

Le concours d'urbanisme s'inscrit dans une étude globale du déplacement des voies de chemins de fer de Regina, prévoyant l'établissement de nouveaux services ferroviaires en d'autres emplacements et le réaménagement des corridors ferroviaires actuels. Soutenue par la province de la Saskatchewan, la ville doit maintenant étayer sa requête de déplacement des voies ferrées en soumettant à la Commission des transports du Canada un plan de transport, un plan d'urbanisme et un plan de financement.

Accords sur la pêche

Canada-URSS

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a annoncé le 3 juin qu'un accord a été conclu entre le Canada et l'Union soviétique sur la question de la pêche.

L'accord a été négocié lors de réunions tenues à Ottawa, en février dernier, et à New York, en avril.

Signé à Moscou, le 19 mai, par le ministre d'État de la pêche, M. LeBlanc et le ministre des pêcheries de l'Union soviétique, M. Ishkov, l'accord est entré immédiatement en vigueur. Il permettra aux navires soviétiques sous l'autorité et en conformité des règlements du Canada, de pêcher dans la région désignée, une partie des excédents des ressources biologiques nécessaires aux besoins canadiens. (Voir *Hebdo Canada du 10 mars 1976.*)

Canada-Espagne

Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Espagne ont annoncé également la conclusion d'un accord portant sur leurs relations bilatérales de pêche.

L'accord a été négocié lors de réunions tenues à Ottawa les 15 et 16 janvier, et les 19 et 20 février derniers. (voir *Hebdo Canada du 31 mars.*)

Signé à Madrid, le 10 juin, par l'ambassadeur canadien en Espagne, M.

M. G.H. Blouin, et par le ministre des Affaires étrangères, M. José Maria de Areilza, l'accord est entré immédiatement en vigueur. Il permettra aux navires espagnols, sous l'autorité et en conformité des règlements du Canada, de pêcher dans la région désignée, une partie des excédents des ressources biologiques nécessaires aux besoins canadiens.

Le Canada et l'indépendance des Seychelles

Le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Marcel Lessard, représentait le Canada aux cérémonies de l'Indépendance des Seychelles qui se sont tenues du 26 juin au 1er juillet.

Les Seychelles, groupe de 86 îles situées dans l'océan Indien, ont accédé officiellement à l'indépendance le 28 juin 1976 pour former une République souveraine au sein du Commonwealth, après plus d'un siècle sous administration britannique.

A la suite de leur accession à l'indépendance, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé la nomination de M. R.W. McLaren au titre de premier haut commissaire canadien, non-résident, aux Seychelles. M. McLaren est également haut commissaire non-résident à l'île Maurice et ambassadeur non-résident auprès de la République de Somalie. M. McLaren a accompagné M. Marcel Lessard aux cérémonies de l'Indépendance des Seychelles.

Le rapport du Conseil des arts

Le rapport annuel du Conseil des arts pour 1974-75, paru récemment, indique que de nombreux artistes et institutions artistiques ont connu une année difficile. Le Conseil des arts du Canada a consacré l'an dernier 44,2 millions de \$ contre 39,4 millions de \$ en 1973-74, aux arts, humanités, et sciences sociales, sous forme de subventions et de services. De cette somme, 21,9 millions de \$ sont allés aux arts. Malgré une hausse de 12% de ses subventions dans ce domaine, le Conseil a été contraint de limiter les augmentations: 10% aux grandes compagnies de danse et 2 à 5% aux groupes de théâtre et de musique. Ce qui, dans une période d'inflation, équivaut à une diminution de la valeur réelle de l'aide du Conseil.

Visite du *Bluenose* dans les ports américains



Le *Bluenose II*, réplique du légendaire *Bluenose* de la Nouvelle-Écosse, (schooner célèbre dans tout l'Atlantique Nord pour sa rapidité), effectue actuellement une tournée des ports américains, de la Nouvelle-Orléans (Louisiane) jusqu'à New York.

Ce navire, jaugeant 285 tonnes, est placé sous la responsabilité du ministère du Tourisme de la Nouvelle-Écosse.

New York sera la principale escale du *Bluenose* (4 juillet) qui participera avec 200 autres bateaux à voile américains et étrangers (30 nations seront représentées) à l'"opération voile" (*Operation Sail*), manifestation qui doit durer quatre heures et au cours de laquelle le *Bluenose* se rendra du pont Verrazano au pont Georges Washington (parcours de 19 milles).

Le *Bluenose* sera un digne représentant du Canada aux États-Unis à l'occasion du bicentenaire de ce pays.

L'Atlas national reçoit un prix

Le mois dernier, M. Jules Léger, gouverneur général du Canada et patron de la Société géographique royale du Canada, a présenté la médaille d'or de la société à M. Alastair Gillespie, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et responsable de la préparation de la quatrième édition de l'Atlas national du Canada.

A la fin de 1974, la quatrième édition

a été publiée conjointement par le MEMR, par la compagnie Macmillan du Canada et par Information Canada. Elle constitue la première édition d'un nouveau programme qui prévoit sa réédition complète tous les dix ans afin de coïncider avec le recensement et de couvrir la dernière décennie. Les éditions antérieures ont été publiées en 1906, 1915 et 1957.

L'Atlas national n'est pas une gazette, consacrée aux noms, aux endroits et autres particularités géographiques; il s'agit d'une collection de plus de 300 cartes et graphiques entièrement établis par la direction de la levée et de la cartographie du MEMR dans le but d'offrir une géographie d'ensemble du Canada: physique, économique, historique et culturelle. Le tableau qu'il brosse de la croissance et de l'évolution du Canada est impressionnant.

Entretiens Canada/É.-U. sur l'environnement

Lors de leur rencontre à Ottawa récemment, M. Russell Train, administrateur de l'Agence américaine de protection de l'environnement, et M. Jean Marchand, ministre d'Environnement Canada, ont convenu que lorsqu'un pays considère l'opportunité de réaliser un projet susceptible d'avoir des répercussions sur l'environnement de l'autre pays, il devait en informer ce dernier longtemps d'avance pour lui permettre de faire valoir son point de vue.

Les politiques internes des deux pays reposent sur le principe central de l'évaluation préalable d'éventuels dégâts, principe qu'il faudrait également appliquer, selon MM. Train et Marchand, aux impacts transfrontaliers possibles.

Les deux porte-parole ont fait état de la détermination de leur pays respectif à observer l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs.

M. Train a assuré M. Marchand que les É.-U. tiennent beaucoup à appliquer l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands lacs. Selon lui, l'actuelle révision des lois fédérales américaines sur la pollution permettra de poursuivre le financement substantiel des programmes d'application de l'accord.

"Il est bon de se rappeler, a commenté M. Marchand, que le Canada et les É.-U. partagent le même environnement naturel et que les frontières n'arrêtent

pas les polluants." On a donc convenu qu'il importait de tenir compte des intérêts et de l'expérience de chaque pays lors de l'élaboration de programmes nationaux.

Principaux sujets abordés

Les entretiens ont porté pour une grande part sur les complications que pose l'application de la Loi canadienne sur les contaminants de l'environnement et celle de la future loi américaine sur les substances toxiques. D'après M. Marchand, il revient clairement aux gouvernements de protéger le public contre les effets du nombre croissant de substances chimiques en usage. M. Train a ajouté que la question constitue un défi tant pour l'industrie que pour le gouvernement. Il a félicité le Parlement canadien pour l'adoption de mesures législatives aussi importantes que nécessaires. MM. Marchand et Train ont insisté particulièrement sur les biphényles polychlorés (PCB), produits chimiques persistants retrouvés, en diverses concentrations, dans les poissons et dans les oiseaux piscivores des Grands lacs et d'ailleurs.

A aussi été abordée l'importance de la coopération entre les scientifiques canadiens et américains dès les premières étapes des travaux de recherche. M. Train a fait remarquer que les scientifiques entretiennent déjà des relations très suivies, mais qu'il faudrait que lui-même et M. Marchand donnent des instructions spécifiques d'intensifier les échanges de connaissances.

Conclusion

MM. Marchand et Train ont terminé leur entretien en concluant que les deux pays s'occupaient de façon satisfaisante de divers problèmes relatifs à l'environnement transfrontalier, et ont noté avec plaisir la déclaration de la Commission mixte internationale (CMI) au sujet de la bonne marche de ses travaux sur le projet de dérivation Garrison; ils ont convenu aussi que les recommandations de la Commission seraient utiles aux deux gouvernements.

D'après MM. Marchand et Train, les échanges entre le Canada et les É.-U. au sujet d'un projet d'exploitation du charbon, près de la rivière Flathead (C.-B.) qui se déverse au Montana (É.-U.), pourraient servir de modèle de consultation pour tout projet présentant des risques d'effets transfrontaliers sur l'environnement.



Encore quelques mots au sujet des Jeux olympiques

Répétition générale

Quatre jours de répétition générale, du 26 au 29 juin, ont permis au Comité organisateur des Jeux olympiques (COJO), d'effectuer les dernières mises au point des diverses installations olympiques et de vérifier le bon fonctionnement des services prévus pour les Jeux, depuis les systèmes électroniques de chronométrage et d'affichage jusqu'aux services de transport et de santé.

Compétitions d'athlétisme, de natation et de plongeon, matches de water-polo et de handball, tournois de boxe, de judo, de lutte et de tir, épreuves d'aviron et d'haltérophilie, se sont déroulés pendant ces quatre jours dans neuf lieux de compétitions olympiques dont le stade et le vélodrome. Les athlètes internationaux, déjà sur place, ont été invités à participer aux épreuves d'athlétisme et d'aviron.

Les services de santé

Plus de 1 000 personnes dispenseront les soins médicaux aux athlètes, à la famille olympique et au public pendant les Jeux de la XXI^e olympiade. Les services de la Santé, sous la direction du comité organisateur des Jeux olympiques de Montréal (COJO), grouperont 260 omnipraticiens et spécialistes, 200 physiothérapeutes et thérapeutes athlétiques, 143 auxiliaires médicaux, 25 dentistes et sept pharmaciens. Plus de 500 préposés aux soins d'urgence, membres des ambulanciers St-Jean, ont offert leurs services à titre bénévole, et seront affectés aux cliniques destinées au public.

En plus de la polyclinique située au village olympique, la direction de la santé établira dans chaque lieu de compétition trois installations distinctes: une clinique pour les athlètes, une clinique pour les spectateurs et un poste de contrôle du doping. Ce dernier emploiera 75 personnes.

Rappelons qu'au village olympique le personnel médical de chaque pays disposera de locaux et des équipements appropriés. De plus, à la polyclinique mise à la disposition des pays participants, on offrira soins d'urgence, traitements de podiatrie, de physiothérapie, d'hydrothérapie, ainsi que des services dentaires et de radiographie; un laboratoire et une pharmacie y se-

ront établis. A proximité du village, le centre hospitalier Maisonneuve-Rosemont pourra recevoir les cas nécessitant hospitalisation.

Chaque lieu d'entraînement offrira un poste de soins d'urgence et un service d'ambulance.

Le Festival arts et culture

Dans le cadre du Festival arts et culture des Jeux olympiques, plus de 1 000 spectacles gratuits seront présentés à Montréal en juillet, par 250 groupes et artistes canadiens.

La place des nations de Terre des Hommes qui peut accueillir 12 000 spectateurs sera l'un des huit principaux points de ralliement de ce festival, et c'est là que seront à l'affiche au début de juillet, six spectacles des meilleurs chansonniers québécois, tandis que du 18 au 31 juillet, le Conseil canadien des arts populaires y donnera 130 représentations de folklore par les meilleures troupes canadiennes.

Parmi les autres événements, on comptera 50 concerts de musique de chambre, cinq récitals de poésie francophone et quatre récitals de poésie anglophone, 510 spectacles de clowns, mimes et acrobates, ainsi que 28 concerts de musique populaire et 125 spectacles de chant et musique traditionnels du Québec. Des expositions de photographies, de tapisseries, de gravures, de peintures seront aussi présentées.

Bourse à deux chercheurs canadiens

Deux scientifiques canadiens de renom international ont reçu une bourse commémorative Izaak Walton Killam du Conseil des Arts. Les bénéficiaires sont MM. Pierre Deslongchamps, professeur de chimie à l'Université de Sherbrooke, et Endel Tulving, professeur de psychologie à l'Université de Toronto.

D'une valeur de 40 000\$ chacune, ces bourses sont attribuées à des chercheurs canadiens éminents dans les domaines des sciences, de l'ingénierie et de la médecine, et consacrent l'importance de leurs travaux.

Les bourses commémoratives I.W. Killam, qui doivent leur existence à un

don de feu M^{me} Dorothy J. Killam, ont pour but d'encourager la recherche avancée en sciences, ingénierie et médecine. Seuls des hommes de science canadiens peuvent y prétendre. La bourse doit être utilisée au Canada, mais elle couvre aussi certains frais de voyage à l'étranger quand le chercheur doit se déplacer pour son travail.

Échange provincial d'étudiants

Grâce à une subvention accordée par le ministère de la Justice du Canada, la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke (Québec) donnera pour la deuxième année consécutive une série de cours d'introduction au droit civil à l'intention d'un groupe d'étudiants provenant des provinces soumises à la *Common Law*.

On sait que le Québec est placé sous le droit civil d'inspiration française alors que les autres provinces du Canada sont sous l'empire de la *Common Law* d'inspiration britannique. Les échanges d'étudiants entre les deux systèmes juridiques ont débuté en 1973.

Ce programme permet non seulement aux étudiants des autres provinces d'acquérir une connaissance de base dans le domaine du droit civil, mais il leur donne également l'occasion de se familiariser avec la culture québécoise.

Cette année, trente étudiants provenant de toutes les facultés de droit des provinces régies par la *Common Law* séjourneront à Sherbrooke une partie de l'été. De leur côté, trente Québécois s'initieront à la *Common Law* à l'Université de Western Ontario, à London. La plupart des soixante participants de l'an dernier se retrouveront cette année à Ottawa afin d'étudier le droit comparé.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à Mlle Y. DuSault, rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ahnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.